

## NCA ROUBA : RÉSULTATS FINANCIERS POSITIFS EN 2014 ET... BAISSSE DE SA COTE EN BOURSE

# Slim Othmani parle de «paradoxe algérien»

**En dépit des résultats financiers très «encourageants» réalisés par son entreprise, en 2014, le patron de NCA Rouiba, le fabricant de nectars et de jus de fruits, a pointé du doigt la Bourse d'Alger et les IOB (intermédiaires agréés en Bourse), qui ont un rôle dans la baisse de la valeur de ses titres.**

**Salah Benreguia - Alger (Le Soir)** - Aussi paradoxal que cela puisse paraître : alors que l'entreprise productrice des jus de fruits et de nectars, NCA Rouiba, continue d'enregistrer des résultats financiers positifs, la valeur de ses titres en Bourse d'Alger connaît une tendance baissière ! Ce qui n'est pas du goût du président du conseil d'administration, Slim Othmani.

NCA Rouiba a réalisé un chiffre d'affaires de 7,04 milliards de dinars en 2014, soit une hausse de 17% par rapport à l'exercice 2013.

Le rapport annuel de cette entreprise spécialisée dans l'agroalimentaire en Algérie, qui nous a été remis jeudi dernier à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires, indique que plus de 100 millions de litres ont été vendus l'année dernière, soit également une évolution de 19% par rapport à 2013. «Entre 2012 et 2014, NCA Rouiba a connu une croissance de son chiffre d'affaires de 24% avec une moyenne de plus de 1 milliard de dinars chaque année»,

selon le P-dg de cette société, Sahbi Othmani.

Les différents résultats positifs enregistrés ces dernières années sont, selon la même source, le fruit des investissements consentis dans l'outil de production qui est de l'ordre de 1,8 milliard de dinars.

Selon ce responsable, le segment PET tire toujours vers le haut les ventes de NCA Rouiba. D'ailleurs, vu sa rentabilité, il a été prévu de mettre en place une deuxième ligne de PET au second semestre 2015.

Dans le même sillage, Sahbi Othmani a annoncé que NCA Rouiba compte s'attaquer au marché de la région subsaharienne, avec le Bénin comme premier point focal. A l'export, précise la même source, NCA Rouiba est déjà présente dans les pays voisins, notamment en Tunisie.

Toutefois, les résultats positifs réalisés et le programme d'action, ambitieux au demeurant, mis en place par NCA Rouiba n'ont pas dissuadé Slim Othmani de revenir vers ce



Slim Othmani, président du conseil d'administration de NCA Rouiba.

«paradoxe algérien» qui fait qu'une entreprise performante voit sa cote baisser en Bourse. Mais Slim Othmani semble en connaître les causes. «Les autorités disent vouloir dynamiser la Bourse, mais ne laissent pas les institutions la dynamiser. Les intermédiaires agréés en Bourse ne font pas leur boulot de promotion du titre de NCA Rouiba, non par incompetence, mais parce qu'ils ne sont pas motivés», selon le président du conseil d'administration.

En chiffres, à la date du 31 décembre 2014, les cours des actions de NCA Rouiba étaient de l'ordre de 365 DA. Un montant en baisse par rapport au cours d'introduction de 400 DA. «Les intermédiaires agréés en

Bourse ne font pas leur boulot», a-t-il insisté. Pis, ce dernier s'est dit étonné par le fait que «certaines banques déconseillent même le titre de NCA Rouiba».

Alors à la question de savoir s'il compte se retirer de cette Bourse, Slim Othmani répond qu'il n'en est pas question. «Nous réfléchissons, certes, comment faire sortir la Bourse de cette inertie, mais pas pour sortir et quitter la Bourse d'Alger», a-t-il soutenu.

Par ailleurs, Sahbi Othmani a annoncé que les dividendes enregistrés par l'entreprise, soit 12 DA par action, seront distribués, dès le 26 mai prochain, aux différents actionnaires.

S. B.

## LE BÂTONNIER D'ORAN RÉAGIT AUX ACCUSATIONS DES QUATRE AVOCATS EN GRÈVE DE LA FAIM :

# «Je suis disposé à statuer sur le transfert de ces avocats vers d'autres barreaux»

**Ce jeudi, le bâtonnier d'Oran, M<sup>e</sup> Houari Wahrani, a tenu un point de presse au niveau de la cour d'Oran, entouré et soutenu par les membres du conseil de l'Ordre. Depuis le 22 avril 2015, quatre avocats du barreau d'Oran ont entamé une grève de la faim au siège du mouvement démocratique et social à Alger, afin de «susciter l'intérêt des pouvoirs publics» pour ce qu'ils estiment être un «arbitraire sans précédent dans la carrière de l'avocat en Algérie». Les grévistes avaient exposé à plusieurs occasions des accusations envers le bâtonnier d'Oran, ce dernier n'avait jusque-là pas réagi. Jeudi ce fut le grand déballage, rendant toute cette affaire encore plus complexe.**

Sans grande surprise, M<sup>e</sup> Houari Wahrani rejette toutes les accusations dont l'accablent les quatre avocats grévistes. Prenant le temps d'évoquer chacun d'entre eux au cas par cas, en présentant preuve à l'appui précise-t-il, en exhibant à chaque fois les jugements contre chacun pour «vous prouver que je ne suis pas celui que l'on décrit, ni un voleur, ni un «hagar» injuste, chaque suspension ou radiation est justifiée et avec preuve à l'appui. Je suis en conformité avec la loi concernant les quatre grévistes de la faim».

Concernant plus précisément le cas de M<sup>e</sup> Souad Belkacem Sadoun, l'intervenant dira avoir été contacté au mois d'avril par le procureur général qui voulait savoir s'il est vrai qu'elle avait demandé d'être transférée ailleurs qu'à Oran. «Je lui ai répondu ce sera avec grand plaisir puisqu'ici, nous n'en voulons plus après qu'elle soit entrée en prison et condamnée, elle nous a fait honte, on ne peut pas la garder. Le jour de son transfert ailleurs, nous l'escorterons avec un cortège composé des 31 membres du conseil de l'Ordre».

Concernant l'accusation de malversation et de mauvaise gestion des comptes du barreau d'Oran, M<sup>e</sup> Wahrani déplore le déballage à l'international «Ok pour M<sup>e</sup> Naït Salah Belkacem, je suis accusé de tout cela ? Qu'il me dénonce au DRS comme il l'a fait, au président, au ministre de la Justice... mais pas à l'ONU, ni à Genève, encore moins à tous les barreaux à l'étranger avec qui nous avons des jumelages ; c'est l'image de l'Algérie qu'il salit en faisant cela».

Pour M<sup>e</sup> Wahrani, les quatre grévistes ont entamé cette grève de la faim pour trois raisons : «Faire pression à l'approche de l'échéance de la séance de la commission mixte qui doit statuer sur leurs cas les 26-27 mai prochain». La seconde raison selon le bâtonnier d'Oran, est en lien avec les prochaines discussions qui auront lieu fin mai entre l'Algérie et le comité européen et certaines ONG qui veulent mettre sur le tapis le problème des droits de l'Homme, celui des agréments des partis politiques et l'interdiction de la marche à Alger. Troisième point : «Ce pseudo-président de la ligue des droits de l'Homme, M. Boudebouz Salah, a dit qu'ils vont contacter Reporters sans frontière. L'avocat français qui voulait plaider pour Chami dans l'affaire Est-Ouest et dont l'accord de plaider lui avait été refusé par M<sup>e</sup> Selini, bâtonnier d'Alger, eh bien, ce Boudebouz a contacté cet avocat français qui est également président de Reporters sans frontière pour prendre «sa revanche» en revenant en Algérie pour traiter du dossier des droits de l'Homme», dira M<sup>e</sup> Wahrani, bâtonnier d'Oran.

Concernant le rôle de l'Union nationale des bâtonniers d'Algérie à propos des grévistes de la faim, l'intervenant dit avoir été informé que suite à la visite des membres de l'Union aux grévistes de la faim, un engagement avait été pris pour solutionner leurs cas, ou sinon procéder à leurs transferts vers d'autres bâtonnats. Ce que les concernés avaient accepté, dit-il. «Sauf que moi, à ce jour, je n'ai reçu aucune demande de leur part dans ce sens. Le barreau d'Oran est disposé à statuer à tout moment sur toute demande de transfert vers d'autres barreaux. Je vous le dis, si je reçois ces demandes aujourd'hui, je convoque les membres du conseil pour statuer et nous ferons un cortège pour déposer chacun au bâtonnat choisi.»

A. B.

## PRODUCTION ET EXPORTATION D'ENGRAIS

# L'Inde manifeste son intérêt

**L'Inde manifeste son intérêt pour la production en Algérie d'engrais et leur exportation vers le sous-continent indien. C'est ce que relevait jeudi, au Palais des Expositions (Pins-Maritimes), l'ambassadeur de la République d'Inde en Algérie, Kuldeep Singh Bhardwaj.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - En marge d'une conférence de presse consacrée à la 48<sup>e</sup> Foire internationale d'Alger qui se tiendra du 27 mai au 1<sup>er</sup> juin 2015 et dont l'Inde sera l'invitée d'honneur, l'ambassadeur indien a indiqué que son pays est favorable au développement du partenariat dans la pétrochimie et la production d'urée et d'engrais chimiques.

Au-delà de la production, il s'agit de contribuer à la valorisation du gaz algérien mais aussi de pouvoir développer l'exportation vers l'Inde dont les besoins en engrais sont importants, considérera Kuldeep S. Bhardwaj.

Evoquant la «réactivité» des autorités algériennes, avec lesquelles des discussions ont été entamées, l'ambassadeur indien estime, néanmoins, que ce projet nécessitera du temps avant d'être concrétisé.

Outre le fait que les deux pays devront discuter sur le prix du gaz, indique le diplomate indien. Ce faisant, l'impulsion de ce projet pétrochimique devrait permettre de booster le partenariat économique entre les deux pays, un partenariat qui reste «en deçà des potentialités». C'est le constat commun au diplomate indien et au ministre du Commerce, Amara Benyounés, qui avait animé cette conférence de presse.

Certes, une quinzaine de compagnies indiennes participent à la réalisation de projets en Algérie dans les domaines de l'énergie (électricité), les hydrocarbures, le rail et les matériaux de construction, pour un montant de l'ordre de 3 milliards de dollars. Toutefois, l'investissement direct indien en Algérie reste à déterminer. De même, le volume des échanges commerciaux bilatéraux est considéré comme

insuffisant même s'il a été estimé à plus de 1,8 milliard de dollars en 2014 et que l'Algérie soit le 10<sup>e</sup> partenaire commercial de l'Inde, comme l'indiquera Son Excellence Bhardwaj.

Classée comme le dix-septième client de l'Algérie, l'Inde achète ainsi pour 625 millions de dollars de biens, dont essentiellement des hydrocarbures.

En tant que douzième fournisseur, l'Inde vend à hauteur de 1,2 milliard de dollars de biens à l'Algérie. Or, la participation de l'Inde en tant qu'invitée d'honneur à cette 48<sup>e</sup> FIA et «exemple en matière de développement, de diversification économique et de croissance» comme le relèvera Amara Benyounés, est appelée justement à booster ce partenariat.

Régulière depuis la 38<sup>e</sup> édition de la FIA, la participation de l'Inde sera marquée, au-delà de tenue de la Journée nationale le samedi 30 mai et de plusieurs manifestations culturelles et gastronomiques, par la présence de 84 entreprises indiennes sur une surface d'exposition de 2 600 m<sup>2</sup>.

Des entreprises qui opèrent dans les secteurs de l'agriculture, de la pharmacutique et des nouvelles technologies.

Notons que c'est la ministre d'Etat de l'Inde, chargée du Commerce et de l'Industrie, Mme Nirmala Sitharaman, qui assistera, en présence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, à l'inauguration officielle de la 48<sup>e</sup> FIA, le mardi 26 mai à 14h.

Organisée sous l'égide du ministère du Commerce et de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) et ouverte au grand public dès le 27 mai et jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2015, la 48<sup>e</sup> FIA, qui est placée sous le thème «la diversification économique pour

une croissance durable», verra la représentation de 30 pays sous pavillons officiels ou à titre individuel, sur une surface d'exposition globale de 12 533 m<sup>2</sup> et 742 exposants. Ainsi, six pays d'Europe (Turquie, France, Allemagne, Italie, Portugal et Pologne), 6 d'Asie (Japon, Chine, Inde, Iran, Malaisie et Vietnam), six pays arabes (Égypte, Libye, Tunisie, Jordanie et Palestine), quatre pays d'Amériques (Cuba, Chili, Brésil et États-Unis) et trois pays d'Afrique (Soudan, Sénégal et Niger), soit 25 pays avec 710 exposants, participeront à cette foire sous pavillons officiels sur 11 921 m<sup>2</sup>. A titre individuel, 32 firmes étrangères, représentant 15 pays (Inde, République tchèque, Portugal, France, Tunisie, Arabie Saoudite, Pakistan, Italie, Chine, Russie, Libye, Serbie, Turquie, Syrie et Iran) participeront sur une surface d'exposition de 612 m<sup>2</sup>.

Concernant la participation nationale, le ministre du Commerce évoque l'engagement de 643 exposants sur une surface totale de 38 678 m<sup>2</sup>, répartis en une dizaine de pôles d'activité. Il s'agit de 311 entreprises dans l'espace partenariat, 72 dans l'espace agroalimentaire, 55 dans l'énergie, la chimie et la pétrochimie, 29 dans l'espace électronique et électrique, 29 dans le textile, 27 dans la mécanique et sidérurgie, 11 dans l'espace équipements pour collectivités, 64 entreprises dans les services, 11 dans l'espace ameublement et décoration, 28 dans les travaux publics et matériaux de construction et 6 entreprises dans l'espace vente.

Notons que la 48<sup>e</sup> FIA avec 1 385 exposants, dont 24% étrangers et 76% nationaux, est en hausse de 23,2% par rapport à l'édition précédente (1 064 exposants en 2014).

La surface d'exposition a évolué également à la hausse avec une superficie de 51 211 m<sup>2</sup> en 2015, contre 48 349 m<sup>2</sup> en 2014.

C. B.